

Comité de pilotage du projet GMES & Afrique

Allocution du Prof. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

19 janvier 2020

Monsieur le représentant de la Délégation de l'Union européenne,

Monsieur le coordonnateur, représentant de l'Union africaine,

Monsieur le représentant de l'Institut océanographique de Maurice,

Mesdames et Messieurs les représentants des Etats membres de la Commission de l'océan Indien,

Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux que les technologies de la communication nous permettent de tenir cette réunion du comité de pilotage du volet régional du programme GMES & Afrique. Ces technologies sont, de plus, au cœur même de ce projet qui allie la science et l'innovation technologique au service de l'information, de la sécurité, de l'activité économique, de la santé ou encore de la préservation des écosystèmes côtiers.

Vous connaissez toutes et tous l'histoire de cette aventure spatiale de l'Afrique qui, au fil des projets PUMA, AMESD et MESA soutenus par l'Union européenne, a permis aux administrations et institutions nationales de nos Etats de renforcer leur capacité de collecte et d'analyse des données issues de l'observation de la Terre. Cette histoire est encore peu connue et pourtant elle participe de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques publiques éclairées en lien avec nos environnements côtiers et marins.

Je tiens ici à redire l'importance de cette initiative panafricaine dans un contexte bouleversé par la pandémie de Covid-19 qui présente néanmoins une opportunité, celle de penser autrement le développement et d'amplifier le mouvement de fond pour la durabilité des filières économiques comme pour l'adaptation et l'atténuation des effets du dérèglement climatique. Je le souligne car les données, quand elles sont disponibles, constituent un terreau fertile pour camper les enjeux, pour établir des probabilités et des tendances et, in fine, pour soutenir l'action publique et aussi celle des acteurs non-étatiques dans des domaines prioritaires pour nos Etats comme l'économie bleue ou encore la sécurité alimentaire.

Le projet de surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité, plus connu comme GMES & Africa dans notre région du monde, répond donc aux besoins croissants des Etats pour le suivi de l'environnement et des impacts socioéconomiques des aléas naturels et

anthropiques. Cette masse d'informations et de connaissances constitue un socle important pour la résilience.

Mesdames, Messieurs,

L'universitaire que je suis ne peut que se réjouir de la qualité du consortium régional qui met en œuvre les activités de GMES & Afrique dans notre région. L'Institut océanographique de Maurice, l'Institut de recherche sur les pêches de Tanzanie, l'Institut de recherche marine et halieutique et des sciences marines du Kenya, l'Institut halieutique et des sciences marines de Madagascar, l'Autorité météorologique des Seychelles et l'Association des sciences marines du Sud-Ouest de l'océan Indien, forment un groupe régional d'expertise pluridisciplinaire dont on attend beaucoup.

Aussi, je souhaite rappeler combien il est important que les services offerts par GMES & Afrique s'intègrent bien dans les systèmes nationaux en créant des effets de levier bénéfiques pour les administrations techniques. Je pense, par exemple, au lien entre les données climatiques et océanographiques et les politiques de pêches. Il existe d'ores et déjà un ensemble de services qui permettent de prévenir des risques, de mieux les gérer aussi ou encore d'éclairer la prise de décision en ce qu'il s'agit de la planification spatiale marine des activités économiques.

Du côté de la COI, nous devons, avec nos partenaires, nous assurer d'une fertilisation croisée entre GMES & Afrique et nos autres activités régionales pour le renforcement des capacités météorologiques, la résilience côtière, la gouvernance des pêches ou encore dans nos actions de diplomatie climatique.

Nos attentes, vous le constatez Mesdames et Messieurs, sont importantes.

Que ce soit au niveau national ou à l'échelle régionale, nous devons collectivement poursuivre nos efforts afin de suivre l'évolution des technologies informatiques et spatiales et mieux intégrer dans la planification politique et sectorielle les services offerts par l'observation de la Terre. Il est donc nécessaire de consentir des investissements dans la formation continue des professionnels et dans la mise à jour des équipements. Dans une période d'austérité budgétaire et de trouble pandémique, cet appel peut résonner comme un lointain écho. Je crois pourtant que ces investissements sont nécessaires et surtout utiles et payants sur la durée.

Je terminerai en remerciant l'Union européenne pour son appui renouvelé à la promotion des technologies spatiales pour le développement. A travers les cycles de projet qui se sont succédés jusqu'à GMES & Afrique, L'appui européen participe à l'atteinte d'objectifs communs fixés dans l'Agenda 2063, dans la Stratégie maritime intégrée de l'Union africaine et dans l'Agenda mondial pour le développement durable.

Je souhaite aussi remercier l'Union africaine pour sa reconnaissance des besoins spécifiques des espaces marins et côtiers de l'Afrique orientale et notamment des îles membres de la COI. Il est toujours important, pour nous insulaires de l'océan Indien, d'être parties prenantes des dynamiques de fond qui traversent notre continent. Et il est aussi essentiel qu'un tel programme comporte un volet spécifiquement côtier et insulaire ; c'est ainsi que nous pouvons aussi contribuer à la réflexion continentale pour l'économie bleue.

Un dernier mot pour saluer le travail de la MOI et des membres du Consortium. C'est aussi une relation de confiance qui se bâtit. Je souhaite qu'elle se renforce et qu'elle apporte des résultats probants.

Je vous remercie de votre attention.